

**Voltaire**net.org

Réseau Voltaire

# Covid : un couvre-feu pour quoi faire ?

*par Thierry Meyssan*

Les Français ont appris stupéfaits que leur gouvernement considère une mesure d'ordre public, un couvre-feu, comme étant efficace pour prévenir une épidémie. Chacun, ayant compris qu'aucun virus ne fait de pause selon des horaires fixés par décret et vu les nombreuses erreurs précédentes, se pose la question qui fâche : « un couvre-feu pour quoi faire ? »

RÉSEAU VOLTAIRE / PARIS (FRANCE) / 27 OCTOBRE 2020

DEUTSCH ΕΛΛΗΝΙΚΑ ENGLISH ESPAÑOL ITALIANO NEDERLANDS РУССКИЙ  
TÜRKÇE



**Le président Emmanuel Macron avait choisi les journalistes vedettes de France2 et de TF1, Anne-Sophie Lapix et Gilles Bouleau, pour l'interviewer sur l'épidémie de Covid-19. Il leur a annoncé un couvre-feu comme mesure sanitaire.**

**P**lusieurs pays occidentaux pensent être confrontés à une nouvelle vague épidémique de Covid-19. Les populations qui ont déjà beaucoup souffert, non pas de la maladie, mais des

mesures prises pour les en protéger, acceptent difficilement de nouvelles mesures d'ordre public sous un motif sanitaire. C'est l'occasion pour nous d'analyser les comportements.

Les gouvernants savent qu'ils auront à rendre des comptes de ce qu'ils ont fait et de ce qu'ils n'ont pas fait. Face à la maladie et plus encore face à cette pression, ils ont dû agir. Comment ont-ils pensé leur stratégie ?

Pour l'élaborer, ils se sont appuyés sur les conseils de spécialistes (médecins, biologistes et statisticiens). Immédiatement ceux-ci se sont divisés dans chaque discipline et se sont opposés de sorte que les gouvernants n'ont pu continuer qu'avec certains d'entre eux. Mais sur quels critères les ont-ils choisis ?

## Beaucoup d'incertitudes

Alors que les opinions publiques sont persuadées :

- ▶ que le virus se transmet par les gouttelettes respiratoires ;
- ▶ que les contaminations peuvent être contenues par le port de masques chirurgicaux et le maintien d'une distance d'au moins un mètre avec ses interlocuteurs ;
- ▶ qu'il est possible de discerner les personnes saines des malades par le recours à des tests PCR ;

les spécialistes sont beaucoup moins affirmatifs. Certains affirment au contraire

- ▶ que le virus se transmet principalement non pas par des gouttelettes respiratoires, mais par l'air que l'on respire ;
- ▶ que, par conséquent, les masques chirurgicaux et les distances sociales ne servent à rien ;
- ▶ que les test PCR qui sont pratiqués ne mesurent pas la même chose selon les laboratoires et que, par conséquent les statistiques cumulatives reviennent à additionner des pommes et des poires.

Ainsi, malgré les messages rassurants des autorités, la plus grande confusion règne encore sur les caractéristiques de cette épidémie.

## Que faire ?

Le problème auquel les gouvernants étaient confrontés était nouveau. Aucune formation professionnelle ne les avait préparés à l'affronter. Ils se tournèrent donc vers des spécialistes. Si les premiers leurs donnèrent des conseils clairs, tout devint compliqué quand d'autres vinrent les contredire. Ils étaient dépassés.

Si les gouvernants étaient des politiques, ils ne pouvaient réagir qu'en fonction de leur expérience politique. Avec l'âge, ils ont appris à proposer toujours mieux, non plus 0,5 % d'augmentation du salaire de base comme leur concurrent, mais 0,6 %, quitte à trouver une excuse pour ne pas avoir à tenir leur promesse. Pris au dépourvu, ils se sont donc lancés dans une surenchère avec leurs voisins, prenant des décisions plus drastiques les unes que les autres afin de montrer qu'ils leurs étaient supérieurs. Surtout ils ont masqué leur incompétence en ayant recours à des mesures autoritaires.

S'ils étaient des technocrates, ils ne pouvaient réagir qu'en fonction de l'expérience de leur corps bureaucratique face à des catastrophes de grande ampleur. Mais il est difficile d'adapter à une crise sanitaire les expériences acquises en luttant contre des inondations ou des tremblements de terre. Par réflexe, ils se tournèrent donc vers les administrations de Santé publique préexistantes. Cependant, les responsables politiques avaient déjà inventé de nouvelles structures faisant doublons avec les précédentes, sans préciser la répartition des compétences. Au lieu d'unir leurs efforts, chacun d'entre eux tentait donc de préserver son pré carré.

Si les gouvernants avaient été choisis en fonction de leur autorité, c'est-à-dire à la fois de leur fermeté et de leur attention aux autres, ils auraient abordé le problème en fonction de leur culture générale.

Dans un tel cas, ils savaient que les virus ont besoin des hommes qu'ils infectent pour vivre. Aussi mortel que soit le Covid-19 dans les premières semaines de son irruption, il ne cherchait pas à tuer l'humanité, mais allait s'adapter aux hommes. Dès lors, sa létalité baisserait rapidement et il n'y aurait jamais plus de pic épidémique. L'idée d'une « seconde vague » leur paraissait hautement improbable. Jamais depuis que l'on distingue les virus des bactéries, on n'a observé de maladie virale en plusieurs vagues.

Les rebonds auxquels on assiste aujourd'hui, aux USA par exemple, ne sont pas de petites vagues supplémentaires, mais marquent l'arrivée

du virus dans de nouvelles populations auquel il ne s'est pas encore adapté. Le cumul national du nombre de malades masque une répartition géographique et sociale.

Par ailleurs, ignorant comment le virus se transmet, les gouvernants auraient supposé qu'il le faisait comme toutes les autres maladies virales respiratoires : non pas par les gouttelettes respiratoires, mais par l'air que l'on respire. De même, ils auraient su que dans toutes les épidémies virales, la majorité des décès n'est pas imputable au virus lui-même, mais aux maladies opportunistes qui surviennent à cette occasion. Par conséquent, ils auraient décidé de recommander à tous d'aérer abondamment leurs lieux de vie et ils auraient rendu obligatoire cette mesure dans les administrations. En outre, ils auraient recommandé à chacun non pas de se désinfecter les mains, mais de les laver le plus souvent possible. Ils auraient veillé à l'installation de points pour cela le plus largement possible.

Ce sont d'ailleurs les deux mesures principales que l'OMS avait conseillées au début de l'épidémie, avant que l'hystérie remplace la réflexion. Pas de port de masques chirurgicaux, pas de désinfections, pas de quarantaine, et encore moins de confinement des personnes saines.

La science n'apporte pas de réponse définitive,  
elle repousse juste des questions

La manière dont les scientifiques ont été mis en scène illustre une incompréhension manifeste de ce qu'est la science. Celle-ci n'est pas une accumulation des savoirs, mais un processus de connaissance. Nous venons de vérifier la quasi incompatibilité entre l'esprit scientifique et la pratique actuelle.

Il est absurde d'exiger de scientifiques, qui débutent juste l'étude d'un virus, de sa propagation et des dommages qu'il cause, un remède à ce qu'ils ne connaissent pas encore. Il est prétentieux pour des scientifiques de répondre à de telles questions.

Un changement de société

Lors de l'irruption de ce virus, certaines des mesures prises peuvent

être expliquées par des erreurs d'appréciations. Par exemple, le président Macron a initié la pratique du confinement généralisée alors qu'il avait été intoxiqué par les statistiques catastrophistes de Neil Ferguson (Imperial Collège de Londres) [1]. Celui-ci annonçait au moins 500 000 morts. Il y en a eu 14 fois moins, selon les chiffres officiels que l'on sait pourtant surévalués. Rétrospectivement, il apparaît que cette grave atteinte aux libertés n'était pas justifiée.

Cependant, le choix du couvre-feu, quelques mois plus tard, alors que l'on assiste à un léger rebond des décès, est incompréhensible dans des États démocratiques : chacun a pu observer que cette maladie était beaucoup moins létale qu'on le craignait et que sa période la plus dangereuse est finie. Aucune donnée actuelle ne permet de justifier une telle atteinte aux libertés.

Le président Macron a lui-même justifié cette mesure en évoquant une seconde vague qui n'existe pas. S'il a pu la prendre sur un argument aussi peu convainquant, quand pourra-t-il la lever ?

Force est de constater que cette fois, il ne peut s'agir d'une erreur d'appréciation, mais bien d'une politique autoritaire sous couvert de crise sanitaire [2].

*Thierry Meyssan*

---

[1] « Covid-19 : Neil Ferguson, le Lyssenko libéral », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 18 avril 2020.

[2] « Le Covid-19 et l'Aube rouge », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 28 avril 2020.